

## La Blockchain pour un État digital ?



Dans presque tous les pays du monde, les systèmes administratifs gouvernementaux sont basés sur un système bureaucratique centralisé et hiérarchique, hérité du XIXe siècle. Ce système reflète mal le monde numérique à grande vitesse dans lequel nous vivons. La plupart des organisations s'orientent vers une organisation plus plate et plus agile, plus adaptée au monde en évolution rapide que nous connaissons. L'État, caché par les systèmes hérités et les modalités de la société industrielle, et qu'il soit européen ou américain est incapable de suivre.

Il en résulte une sclérose administrative croissante, une insatisfaction progressive à l'égard des résultats gouvernementaux et un sentiment fort d'aliénation et de distance par rapport au gouvernement. Une nouvelle vision de la gouvernance et de l'intervention publique est nécessaire, fondée sur de nouvelles technologies de désintermédiation. Un gouvernement basé sur la blockchain serait-il une réponse ?

La Blockchain, en combinaison avec d'autres technologies de la Quatrième Révolution Industrielle (4R), peut fournir le système d'exploitation pour le 21ème siècle, et [créer un gouvernement agile, efficace, sûr et performant](#) qui peut changer radicalement nos attentes et notre satisfaction avec l'appareil d'État.

Un gouvernement numérique basé sur la blockchain peut protéger les données, rationaliser les processus et réduire la fraude, le gaspillage et les abus tout en augmentant la confiance et la responsabilisation. Dans ce modèle, les particuliers, les entreprises et les gouvernements partagent des ressources sur un registre distribué sécurisé à l'aide de la cryptographie. Cette structure élimine les points d'échec et protège intrinsèquement les données sensibles des citoyens et du gouvernement.

[Une intervention publique et une gouvernance fondée sur la blockchain](#) a le potentiel de permettre les avantages suivants :

- Stockage sécurisé des données gouvernementales, citoyennes et commerciales
- Réduction des coûts excessifs associés à la gestion de la responsabilisation
- Réduction des risques de corruption et d'abus
- Augmentation de la confiance dans le gouvernement et les systèmes civils en ligne

- Réduction des processus à forte intensité de main-d'œuvre.

En raison de la nécessité d'une surveillance et d'un contrôle, les systèmes administratifs du secteur public sont basés sur des systèmes de gestion à fort coût et à forte intensité de main-d'œuvre. Les contrats intelligents (combinés à l'automatisation intelligente et à l'automatisation des processus), ainsi que la capacité de la blockchain à stocker toutes les transactions d'une manière ouverte et responsable peuvent rendre l'État plus ouvert et flexible.

En d'autres termes, la blockchain élimine la nécessité de multiples niveaux de surveillance et de contrôle réduisant ainsi les coûts.

[Il existe déjà des projets](#). L'Agence nationale du registre public (NAPR) de la République de Géorgie utilise la technologie blockchain pour fournir à ses citoyens un certificat numérique de leur titre foncier. En Suède, dans l'immobilier, où la valeur en jeu est élevée, un projet a été mis en place en 2017 pour redéfinir les transactions immobilières et les actes hypothécaires. Il vise à aborder les principaux points de friction du système de transaction actuel. Certaines villes vont déjà dans cette direction. La ville de Zoug en Suisse, par exemple, a lancé une identité émise par le gouvernement sur la blockchain Ethereum, appelée uPort. L'objectif du projet est de fournir une identité basée sur la blockchain fiable et autonome d'authentification pour les services du gouvernement digital et pour le partage des données personnelles avec des tiers. Vienne, en Autriche, a annoncé qu'elle ne cessait de déployer l'utilisation de la blockchain pour valider et sécuriser les données de la ville sur l'open government, y compris les lignes de transport public, les horaires des trains et les résultats du vote. Avant l'initiative blockchain, les plus de 350 bases de données en silo étaient gérées par différents bureaux. L'intention affichée en déployant les données au travers de la blockchain est de créer une ville plus ouverte et participative avec une bureaucratie réduite.

Le format du registre distribué peut être utilisé pour appuyer un éventail d'applications gouvernementales et du secteur public, y compris les devises/paiements numériques,

En moins de dix ans après son avènement en 2008, le concept de registres distribués est entré dans les programmes de recherche et de politique traditionnels. L'accueil enthousiaste, alimenté par le succès du Bitcoin et l'explosion des cas d'utilisation potentielle a créé des attentes élevées, sinon hypes, en ce qui concerne le rôle transformateur de la blockchain pour l'industrie et le secteur public. L'expérimentation croissante avec les registres distribués et l'émergence des premières implémentations opérationnelles offrent l'occasion d'aller au-delà du battage médiatique et de la spéculation sur la base de cas d'utilisation théorique. L'analyse d'un groupe de développements pionniers des services publics, pilotée par le [Join Research Centre](#) (JRC) montre que la technologie blockchain peut réduire la bureaucratie, accroître l'efficacité des processus administratifs et accroître le niveau de confiance dans la tenue des dossiers publics.

Ce rapport de la Commission Européenne préconise que l'agenda politique se concentre sur les obstacles non technologiques, tels que l'incompatibilité entre les solutions basées sur la blockchain et les cadres juridiques et organisationnels existants. [Cet objectif stratégique principal ne peut être atteint en adaptant la technologie aux systèmes existants](#). Elle nécessite l'utilisation du pouvoir de transformation de la blockchain pour être utilisée pour créer de nouveaux processus, organisations,



structures et normes. Par conséquent, le soutien aux politiques devrait stimuler davantage l'expérimentation à la fois avec la technologie et les nouveaux processus administratifs qui peuvent être repensés pour la blockchain.

[Elizabeth Couzineau-Zegwaard](#)